

Annonces salariales :
Cloches de Pâques
et prime en
chocolat

l'étincelle

4^{ème} mise en examen
pour Ghosn :
Du yacht au canot
de sauvetage

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 23 avril 2019

Macron l'incendiaire

Lundi 15 avril, Macron s'est fait voler la vedette par l'incendie de Notre-Dame de Paris. Le lendemain, les principales annonces de son discours censé clôturer le « Grand débat » fuyaient dans la presse. À l'évidence, il faudra qu'on travaille davantage pour pouvoir mieux soutenir nos aînés », a déclaré de son côté Nathalie Loiseau, qui mène la liste présidentielle LREM aux élections européennes.

L'ancienne ministre des Affaires européennes n'a pas précisé sous quelle forme : abandon des 35 h, augmentation de la durée de cotisation retraite ou suppression d'un jour férié ? Mais les travailleurs sont priés de passer une nouvelle fois à la caisse.

Ont fuit également d'autres mesurètes sociales, comme la réindexation des petites retraites sur l'inflation (pas de quoi sortir les retraités les plus pauvres de la misère...), des gadgets démagogiques comme la suppression de l'ENA (que certains suggèrent de remplacer par un institut nommé ISF, des fois qu'on confondrait avec l'impôt sur la fortune...), mais rien de sérieux pour les millions de travailleurs, de chômeurs ou de retraités aux fins de mois difficiles. Macron devrait en dire plus lors d'un nouveau show télévisé prévu ce jeudi à l'Élysée. A moins qu'il ne fasse encore durer son plaisir.

Qui veut donner des millions ?

Pendant ce temps, les plus grandes fortunes se livraient une nouvelle compétition : c'est à qui verserait le plus de millions pour Notre-Dame. Arnault, Pinault, Bettencourt et consorts, ces habitués des paradis fiscaux avaient-ils décidé de payer enfin leurs impôts ? Pas du tout. L'ancien ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, plaidait au contraire pour une défiscalisation à 90 % des dons, au lieu de 66 % habituellement ! Autant dire donner avec l'argent public. Devant le scandale, certains généreux donateurs ont annoncé renoncer à la défiscalisation. On verra. N'empêche que tout le monde a vu la facilité avec laquelle on peut débloquer un milliard d'euros en 24 heures.

Un patrimoine joué au loto

De son côté, Macron a tenté d'utiliser la vieille ficelle de l'unité nationale. Silence dans les rangs pendant que le Président lance le deuil national d'un monument millénaire... et souvent reconstruit. Au

19^{ème} siècle, l'architecte Viollet-le-Duc, sur ordre de l'Etat propriétaire de la cathédrale, a largement remanié Notre-Dame, loin des plans originaux, selon sa propre conception de ce que devait être une église médiévale. La flèche qui s'est effondrée avait moins de 200 ans. Le Moyen Âge n'est plus ce qu'il était...

Oui, il serait normal de mettre de l'argent dans le patrimoine historique. Or là, comme dans les autres services publics, c'est la baisse continue des budgets. Selon un responsable de l'Institut national du patrimoine, la première cause de l'incendie est « le manque d'un réel entretien et d'une attention au quotidien ». Et Notre-Dame n'est pas une exception. Combien d'églises de village et autres joyaux architecturaux sont laissés à l'abandon ? Pour financer des travaux de rénovation, le très royaliste Stéphane Bern en est même réduit à animer le Loto du patrimoine de la Française des Jeux !

Liberté, inégalité, charité

Dans notre société riche à milliards, les moyens existent pour satisfaire les besoins. Non seulement ceux élémentaires, tels qu'une alimentation saine et un logement décent, mais aussi ceux tout aussi vitaux comme la culture, la science ou les arts.

Depuis que l'ISF a été supprimé, les dons défiscalisés aux associations caritatives se sont effondrés. La générosité des riches est une blague, dans tous les domaines, y compris l'art et l'histoire.

Il ne s'agit pas de trouver comment inciter les riches à reverser quelques miettes, ou comment libéraliser davantage l'économie pour que leur fortune « ruisselle » sur les plus pauvres selon Macron. Il s'agit de redistribuer ces milliards que la grande bourgeoisie gagne par l'exploitation du travail des autres. Cette redistribution ne tombera pas du Ciel. Comme l'a dit le prêtre en perfecto, Guy Gilbert : « Faut-il que les SDF s'enflamment pour qu'on leur vienne en aide ? ».

A Pâques ou à la Trinité

Après des semaines de suspense, les annonces des augmentations et primes individuelles ont commencé à tomber en fin de semaine dernière, juste avant le week-end et les vacances de Pâques. C'est au mieux quelques pourcents d'augmentation pour les plus chanceux. A tel point qu'il faut se réjouir que les AGS, qui avec 1,4 % ne volaient pourtant pas très haut, viennent les compléter. La résurrection du pouvoir d'achat, ce n'est pas encore pour cette année.

Coefficient de pondération

Les ETAM se souviennent que dans les années 2000, un changement de coefficient impliquait 5 ou 6 % d'augmentation du salaire de base. Aujourd'hui, cela n'entraîne plus que 2 ou 2,5 % d'augmentation. Pas de quoi faire un saut à sa fiche de paie. Passe ton coeff d'abord qu'ils disaient...

Avoir du style ou pas

Le directeur du Design, Laurens Van Den Acker, a eu droit aussi à sa prime, mais sous forme de stock-options. Le 8 avril, il a exercé son option d'achat sur 5000 actions achetées 38,80 €, et revendues aussitôt au prix du marché à 61,8254 €. Ce qui fait la coquette somme de 115 127 € empochée d'un coup. Cela a quand même plus de style que la moyenne des primes individuelles versées aux salariés du TCR.

Renault way of life

L'idéologie managériale continue de faire des ravages parmi la ligne hiérarchique du Technocentre, qui passe en ce moment à la moulinette du « Renault way ». Deux jours de séminaire par service, avec team building et nuit dans un hôtel cossu. Tout cela pour se pénétrer des mantras du « Renault way » : parler vrai, faire simple, apprendre au quotidien, garder le client à l'esprit... Pour la secte du Renohouai, il n'y a pas de réduction de budget.

Là où le genba blesse

Dans certains secteurs, la direction vient d'annoncer la réduction de 75% des frais de déplacements professionnels au deuxième trimestre 2019. L'ordre viendrait du Comité Exécutif. Ce qui n'empêche pas certains directeurs, à commencer par ceux du ComEx, de multiplier dans le monde entier les « genbas » (c'est le nom à la mode pour dire « visite de terrain »), dont on ignore la plupart du temps ce qu'ils apportent. Le tourisme, c'est un vrai métier.

Une assiette pour deux

Après plus d'un an de tractations, le résultat de l'appel d'offre lancé par Renault pour la restauration collective devrait être annoncé cette semaine. Elixior et Sodexo (qui a déjà sévi au Technocentre) sont les deux derniers candidats en compétition. Leur mise en

concurrence vise à faire mieux pour moins cher. « Moins cher », on sait ce que ça signifie pour les conditions de travail et les salaires des prestataires de la restauration. Mais « mieux », au fil des appels d'offre, on n'a toujours rien vu dans les assiettes.

Mutuelle mais pas trop

La mutuelle Renault est officiellement devenue « Mobilité mutuelle ». Mais à part le nom, pas de grand changement : les salariés Renault sont toujours obligés d'y souscrire (sauf dérogation), et ses tarifs ne cessent d'augmenter. Contrairement à l'an passé où Renault avait pris en charge la totalité de la hausse, cette année, la direction n'en prendra que la moitié à son compte, soit 65 centimes par mois et par salarié ! Ce n'est pas comme si Renault faisait 3,3 milliards de bénéfices.

Une addiction aux sanctions

La chasse est ouverte chez Vestalia. La semaine dernière, sa direction vient encore de sanctionner lourdement deux salariés qui travaillent au Technocentre, cette fois-ci sous prétexte qu'ils auraient fumé du cannabis pendant leur pause. L'un, intérimaire, a refusé le test salivaire et a vu sa mission s'achever sur le champ. Le second, embauché, a été mis à pied suite à trois tests salivaires contradictoires. A plus de cinquante ans, il risque le licenciement. De quoi se mettre en pétard contre ces sanctions !

Un Shachou pour pas un sou

La justice japonaise a mis en examen Carlos Ghosn pour la quatrième fois, tandis que Nissan portait plainte contre lui pour abus de confiance aggravé. L'ex cost-killer est accusé d'avoir détourné à des fins personnelles 5 des 15 millions versés pendant trois ans par Nissan à son distributeur d'Oman. L'argent aurait servi à l'achat d'un yacht utilisé par la famille Ghosn et nommé Shachou (« patron » en japonais), ainsi qu'un investissement dans Shogun, la start-up de son fils Anthony. Ghosn crie toujours au complot. Une stratégie qui n'a pas l'air de convaincre la justice japonaise.

Élections européennes : votez LO

Comme n'importe quelle autre élection, celles-ci ne changeront pas la vie. Mais autant saisir cette occasion pour exprimer sa colère, aussi bien contre l'Europe du capital que celle des barbelés. Nous invitons tous ceux qui se reconnaissent dans le combat internationaliste du monde du travail pour plus de justice sociale en France et en Europe à voter et faire voter pour la liste Lutte Ouvrière menée par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier. Une liste soutenue par le Nouveau Parti Anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot.